

*Aveugle quant aux conséquences de sa politique à court et moyen terme, le gouvernement continue sur sa lancée et compromet l'avenir de l'école publique et de ses élèves :*

*L'Education Nationale sera donc ponctionnée à nouveau de 16000 emplois, soit 8967 emplois dans le 1er degré, 4800 dans le second degré, 600 emplois de personnels administratifs. Au même moment le ministère annonce une augmentation des effectifs dans le second degré public de 48500 (+ 62000 dans le second degré public et privé). Pour cela, les recteurs sont appelés à définir localement les "leviers d'action", au détriment de la qualité de l'enseignement :*

- *augmenter les effectifs d'élèves par classe*
- *augmenter le poids des heures supplémentaires pour limiter le recrutement d'enseignants*
- *recourir massivement aux personnels non titulaires et précaires*
- *diminuer le nombre d'heures de cours des élèves*
- *réduire drastiquement les moyens de remplacement des personnels*
- *limiter la formation des enseignants*

*Le budget 2011 n'affiche aucune autre ambition pour le système éducatif que la recherche d'économies et le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ; pourtant les effectifs d'élèves vont augmenter et la part de la richesse nationale consacrée aux enseignements primaire et secondaire a diminué dans la période récente en passant de 4,5% en 1995 à 3,9% en 2006.*

*Tout cela se traduit sur le terrain par 110000 jeunes qui sortent sans diplôme ou sans qualification : 44% sont encore au chômage 5 ans après leur sortie du système éducatif contre 21% des jeunes ayant obtenu leur baccalauréat et 12% des jeunes ayant validé un diplôme de l'enseignement supérieur.*

*De plus, la crise sociale et économique devrait conduire à un effort substantiel de formation pour qualifier ou requalifier des parties entières de la population active.*

*Le bureau d'information et de prévision économiques estime qu'il faut augmenter de 6 à 13 points la proportion de jeunes sortant avec un niveau égal ou supérieur au baccalauréat. Accomplir cet effort, c'est la meilleure contribution que peut apporter le système éducatif à la lutte contre le chômage des jeunes et les inégalités.*

*Mais l'accès à l'emploi n'est qu'une des dimensions de l'éducation scolaire. Plus que jamais, l'ambition doit aussi être de former des hommes et des femmes capables de comprendre le monde qui les entoure ; de former des citoyens aptes à élaborer un jugement, à prendre part aux grands débats qui traversent la société, à vivre ensemble dans un monde de plus en plus mouvant et de plus en plus complexe.*

*Mais, malgré un affichage médiatique, les gouvernements successifs n'ont jamais véritablement cherché à comprendre les causes de l'échec sociale ni consacré les moyens nécessaires à le réduire. Pour atteindre ses objectifs, l'école du XXIème*

siècle ne peut pas se désintéresser de ces questions, .

Au lieu de cela, le système éducatif est actuellement confronté à une politique agressive et régressive qui amplifie les inégalités, qui fragilise l'idéal d'une société démocratique.